

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels*



SIXIÈME COMMISSION
50e séance
tenue le
vendredi 13 novembre 1987
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 50e SEANCE

Président : M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe lybienne)

SOMMAIRE

POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DU PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES (suite)

POINT 133 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE MESURES EFFICACES VISANT A RENFORCER LA PROTECTION ET LA SECURITE DES MISSIONS ET REPRESENTANTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.6/42/SR.50
24 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 20.

POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DU PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES (suite) (A/42/41; documents cités à la page 2 du document A/C.6/42/L.1; A/C.6/42/L.4)

1. M. TREVES (Italie), présentant le projet de résolution A/C.6/42/L.4 au nom des auteurs, à savoir les pays représentés au Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales, fait observer que le paragraphe 3 n'a pas d'incidence financière. Le texte de la Déclaration sur le renforcement de l'efficacité du principe de l'abstention du recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales, qui figure dans le rapport du Comité spécial à l'Assemblée générale (A/42/41), est joint en annexe au projet de résolution.

2. M. AL-ATTAR (République arabe syrienne), expliquant la position de sa délégation vis-à-vis du projet de résolution avant son adoption, dit que l'application du principe du non-recours à la force dans les relations internationales est une question pressante. L'occupation étrangère au Moyen-Orient montre à quoi conduit la non-application de ce principe. La délégation syrienne a un certain nombre de réserves à faire sur la Déclaration, notamment sur l'avant-dernier paragraphe, qui ne fait mention que de peuples soumis à une "domination étrangère". Il aurait été préférable de faire également référence à l'"occupation étrangère", étant donné que les peuples en question ont le droit de lutter pour l'autodétermination, la liberté et l'indépendance, ainsi qu'il est dit dans la Charte des Nations Unies. Toutefois, la République arabe syrienne ne s'opposera pas à l'adoption du projet de résolution.

3. Le projet de résolution A/C.6/42/L.4 est adopté sans vote.

4. M. EDWARDS (Royaume-Uni), expliquant la position de son pays sur la Déclaration à caractère non obligatoire jointe en annexe au projet de résolution que la Commission vient d'adopter, note qu'un certain nombre de délégations ont formulé des doutes sur certaines parties du texte. La Déclaration ne doit pas être considérée comme un exposé définitif de l'état actuel du droit international concernant le non-recours à la force en général et les questions bien déterminées qui y sont envisagées. Elle rend compte plus ou moins clairement du droit en la matière.

5. Par exemple, premièrement, en ce qui concerne le paragraphe 6 de la Déclaration, qui porte sur un sujet actuellement examiné par le Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, le Royaume-Uni pense qu'il faut parvenir à ce sujet à une solution généralement acceptable. Deuxièmement, au paragraphe 10, le membre de phrase "en violation du droit international" doit être interprété comme s'appliquant aussi bien à l'acquisition qu'à l'occupation de territoire résultant du recours à la menace ou à l'emploi de la force. Troisièmement, le droit des peuples sous domination étrangère d'être aidés dans leur lutte pour l'autodétermination suivant la manière et les conditions prescrites

(M. Edwards, Royaume-Uni)

à l'avant-dernier paragraphe de la Déclaration ne s'étend pas au droit de recevoir une aide sous la forme de forces armées ou de toute autre assistance militaire. Le fait que le Royaume-Uni n'ait cité que trois exemples ne signifie pas qu'il considère qu'à tous autres égards la Déclaration rend compte convenablement de l'état actuel du droit international sur le sujet.

6. Mme CHOKRON (Israël) dit que comme tant d'autres, la délégation israélienne n'est pas entièrement satisfaite de certaines dispositions de la Déclaration que la Commission vient d'adopter. Mais la Déclaration, résultat d'une négociation laborieuse, est le meilleur compromis possible. Dans la mesure où elle reprend les dispositions de déclarations et résolutions adoptées antérieurement, les prises de position de la délégation israélienne à l'égard de ces documents antérieurs s'appliquent mutatis mutandis à la présente Déclaration.

7. Comme son nom l'indique, la Déclaration a un caractère déclaratif et non normatif; elle n'ajoute rien aux dispositions de la Charte des Nations Unies et n'en altère pas la portée. Dans la mesure où elle vise à garantir la primauté du droit dans les relations internationales, comme seul garant possible de la sécurité internationale, ses dispositions, notamment le paragraphe 10, doivent être interprétés conformément au droit international. Le membre de phrase "en violation du droit international" au paragraphe 10 s'applique aussi bien à l'"acquisition de territoire" qu'à l'"occupation de territoire". De même, le paragraphe 23 doit s'entendre dans le sens d'une condamnation sans équivoque des actes de terrorisme, qui doivent être considérés comme criminels, où qu'ils se produisent et quels qu'en soient les auteurs. Cette interprétation s'applique également à l'avant-dernier paragraphe de la Déclaration.

8. La Déclaration réaffirme la volonté politique universelle de bâtir un monde meilleur par le biais du dialogue, des négociations et de la coopération dans tous les domaines.

9. M. WULFFTEN PALTHE (Pays-Bas) dit que la délégation néerlandaise a appuyé l'adoption de la Déclaration par respect pour les compromis qui se sont dégagés en vue de permettre au Comité spécial de terminer ses travaux à la dernière session du Comité spécial à laquelle les Pays-Bas ont assisté en qualité d'observateur. Etant donné qu'il existe déjà un grand nombre d'instruments juridiques internationaux concernant directement ou indirectement le principe du non-recours à la force dans les relations internationales, on ne voit guère l'utilité d'un autre instrument sur la matière. En outre, la profusion d'instruments portant sur le même sujet ne peut que prêter à confusion.

10. Les dispositions du paragraphe 6 de la Déclaration, qui imposent aux Etats de s'abstenir de tolérer sur leur territoire des activités organisées en vue de commettre des actes paramilitaires, terroristes ou subversifs dans d'autres Etats ou d'y participer, ont une portée plus étendue que les dispositions similaires des instruments en vigueur. Ces dernières dispositions, auxquelles les Pays-Bas souscrivent pleinement, qualifient ce genre d'activités d'actes comportant le recours à la menace ou à l'emploi de la force. L'expression "actes subversifs"

(M. Wulfften Palthe, Pays-Bas)

employée au paragraphe 6 de la Déclaration reste mal définie et trop vague. De même, les expressions "ingérence" et "menace dirigée contre la personnalité" employées au paragraphe 7 ne devraient viser dans le contexte de la Déclaration que les actes comportant le recours à la force armée. Les dispositions du paragraphe 24 n'ont pas leur place dans la présente déclaration. En outre, la disposition figurant dans la première partie de l'avant-dernier paragraphe de la Déclaration est inutile car elle énonce une évidence, et la deuxième partie du paragraphe en question, qui commence par les mots "ainsi qu'au droit de ces mêmes peuples de lutter" - est susceptible de prêter à confusion, car elle peut être interprétée comme autorisant l'emploi de la force dans certaines circonstances, ce que les Pays-Bas n'acceptent pas.

11. M. SCHRICKE (France) dit que, même si la première partie de la Déclaration s'efforce de décrire certaines règles de droit touchant au principe du non-recours à la force, celle-ci ne saurait en acquérir pour autant un quelconque caractère obligatoire pour les Etats. Comme d'autres déclarations, sa valeur ne repose que sur son acceptation par l'ensemble de la communauté internationale. Le principe du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales constitue la pierre de touche de la paix internationale et n'admet pas d'autres exceptions que celles expressément prévues par la Charte elle-même.

12. La prohibition de l'acquisition de territoire par la menace ou l'emploi de la force, qui découle du principe posé au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, et qui est rappelé au paragraphe 10 de la Déclaration, est un point très important. Bien entendu, ce principe doit être apprécié compte tenu du fait que la Charte n'a pas eu pour effet de modifier en quoi que ce soit la validité des situations juridiques intérieures à son entrée en vigueur. Au paragraphe 10 de la Déclaration, le membre de phrase "en violation du droit international" doit s'interpréter comme s'appliquant aussi bien à l'acquisition qu'à l'occupation de territoire résultant du recours à la menace ou à l'emploi de la force. Par ailleurs, le droit des peuples sous domination étrangère de chercher et de recevoir un appui dans leur lutte pour l'exercice du droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance, tel qu'il découle de la Charte, doit s'exercer dans le respect par les Etats qui apportent un tel appui, de toutes les obligations internationales auxquelles ils sont soumis, et en particulier du principe de non-intervention dans les affaires intérieures d'un autre Etat. Le principe du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force ne doit pas être considéré isolément des autres principes du droit international, comme il est indiqué dans la Déclaration sur le principe du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, qui constitue un document plus complet et important que la présente déclaration et qui porte sur des principes liés entre eux devant être interprétés comme formant un tout.

13. M. SCHARIOTH (République fédérale d'Allemagne), se référant au paragraphe 10 de la Déclaration, dit que celle-ci réaffirme le principe selon lequel les Etats doivent s'abstenir de soumettre le territoire d'autres Etats à une occupation militaire ou à toute autre démonstration de force directe ou indirecte en violation du droit international, ou de se l'approprier en recourant à de tels moyens ou en

(M. Scharioth, Rép. féd. d'Allemagne)

menaçant d'y recourir et que ni l'occupation ni l'acquisition de territoire de cette manière ne doivent être reconnues comme légales. La République fédérale d'Allemagne souscrit à la Déclaration qui, sans revêtir un caractère normatif, contribue grandement à renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales.

14. Mme HIGGIE (Nouvelle-Zélande) dit que pendant de nombreuses années son pays s'est abstenu lors du vote de la résolution que la Commission adopte tous les ans au titre du présent point de l'ordre du jour, ne voyant pas ce que l'élaboration d'un traité sur le non-recours à la force ajouterait à la prohibition du recours à la force faite au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, et estimant que le Comité spécial doit plutôt s'attacher à définir des mesures pratiques visant à renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force. La Déclaration ne crée pas de nouveaux principes de droit; elle pourrait cependant contribuer à définir les liens qui existent entre le principe du non-recours à la force et certains autres principes fondamentaux du droit international et de la coopération internationale.

POINT 133 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE MESURES EFFICACES VISANT A RENFORCER LA PROTECTION ET LA SECURITE DES MISSIONS ET REPRESENTANTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (suite) (A/42/485 et Add.1 à 4; A/C.6/42/L.3)

15. M. BLOKHUS (Norvège), présentant le projet de résolution A/C.6/42/L.3 dit que dans son rapport (A/42/485 et Add.1 à 4) sur le point à l'étude, le Secrétaire général indique que la violation de la sécurité des missions et représentants diplomatiques reste un sérieux problème pour la communauté internationale. En outre, la participation active de délégations de toutes les régions du monde au débat de la Commission sur ce présent point a clairement montré la préoccupation que suscite chez tous la violence dont les missions et représentants diplomatiques et consulaires continuent d'être l'objet, ainsi que la nécessité de rechercher et d'appliquer des mesures efficaces en vue de mettre un terme à ce dangereux phénomène.

16. Le projet de résolution dont la Commission est saisie est le fruit de consultations menées entre de nombreuses délégations, sur la base de la résolution 41/78 de l'Assemblée générale et du rapport du Secrétaire général. Pour l'essentiel, la résolution de l'année précédente a été conservée avec quelques modifications mineures.

17. Le quatrième alinéa du préambule a été légèrement modifié pour tenir compte du fait que le principe de l'inviolabilité des missions et représentants diplomatiques et consulaires a été un peu plus respecté dans le monde au cours de l'année écoulée. Les cinquième et dixième alinéas du préambule sont ajoutés à la dernière résolution. Le cinquième alinéa exprime une préoccupation directement liée à la raison d'être de la protection spéciale accordée aux missions et représentants diplomatiques et consulaires. Les privilèges et immunités accordés aux missions et représentants diplomatiques et consulaires sont en effet destinés à les protéger dans l'exercice de leurs fonctions et l'abus de ces privilèges et immunités en sape

(M. Blokhuis, Norvège)

le fondement. Au dixième alinéa, il est fait état des mesures que les Etats ont déjà prises pour protéger les missions et représentants diplomatiques et consulaires. Le douzième alinéa du préambule remplace les dixième et onzième alinéas du préambule de la résolution 41/78 de l'Assemblée générale et reflète l'évolution positive survenue en ce qui concerne les procédures de rapport. Le reste du préambule correspond à la dernière résolution.

18. La plupart des paragraphes du dispositif du projet de résolution sont identiques à ceux de la résolution de l'année dernière, à quelques modifications près, notamment aux paragraphes 8, 10 b) et 12. L'alinéa c) du paragraphe 9 remplace le paragraphe 11 de la résolution 41/78 de l'Assemblée générale, les directives pour la présentation de rapports au Secrétaire général, qui sont reproduites en annexe au document A/42/485, ayant été établies et distribuées après la quarante et unième session de l'Assemblée.

19. Devant l'inquiétude grandissante que suscitent les violations continues du droit international relatif aux relations diplomatiques et consulaires, les auteurs du projet de résolution pensent (par. 14 du texte) que la question doit être inscrite à l'ordre du jour provisoire de la quarante-troisième session de l'Assemblée. Ils espèrent que la Sixième Commission adoptera par consensus le texte dont elle est saisie.

20. Le projet de résolution A/C.6/42/L.3 est adopté sans vote.

21. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique), expliquant la position de son pays sur le projet de résolution qui vient d'être adopté dit que les Etats-Unis se félicitent d'avoir participé à l'adoption du projet de résolution par consensus et souscrivent pleinement à la présentation faite par le représentant de la Norvège.

22. L'Article 18 de la Charte s'applique à toutes les résolutions de l'Assemblée générale. Décider que la Commission doit procéder dans ses travaux par consensus, ou respecter les dispositions d'un projet de résolution dont l'adoption par consensus prouve qu'il fait l'unanimité ne saurait en aucune façon porter atteinte au droit qu'ont les Etats-Unis ou tout autre pays de demander que l'Article 18 de la Charte soit appliqué. Cela étant, rien n'empêche la Commission d'entériner le succès de ses efforts pour parvenir à un consensus sur un projet de résolution, en adoptant ce projet par consensus. Le Président de la Commission a trouvé une solution judicieuse dans le cas du projet de résolution qui vient d'être adopté; les Etats-Unis espèrent cependant qu'à l'avenir on pourra revenir à la pratique bien établie qui consiste à adopter par consensus les résolutions qui font l'objet d'un consensus.

23. M. BERNAL (Mexique) souscrit pleinement au projet de résolution A/C.6/42/L.53, adopté sans vote conformément au règlement intérieur de l'Assemblée et à l'Article 18 de la Charte.

La séance est levée à 11 h 5.